

La nature du réensauvagement

texte Thibaut Schepman



Le parc national de Yellowstone aux États-Unis, considéré comme une référence pour les penseurs du réensauvagement, 2018 © Amy Humphries

Quel point commun rapproche les ours de la zone d'exclusion de Tchernobyl, en Ukraine, les loups et les castors du parc de Yellowstone, aux États-Unis, et, peut-être dans sept ou huit siècles, les arbres de l'immense « forêt primaire » d'Europe de l'Ouest rêvée par l'association Francis Hallé ? Ces êtres vivants ne sont pas seulement sauvages, ils sont plus que ça. Ils incarnent une forme de sauvage revenu là où ils avaient disparu, là où les pressions humaines avaient pris toute la place. Ils représentent chacun à leur manière ce que l'on appelle le « réensauvagement ».

Initialement promu par des militants environnementalistes aux États-Unis dans les années 1990, le terme de *rewilding* a depuis été adopté par de nombreuses disciplines scientifiques (biologie de la conservation, anthropologie de la nature, géographie...), et a été mis en œuvre par des associations écologistes, mais aussi par des institutions étatiques en Amérique du Nord, en Argentine, au Brésil ou encore en Angleterre. On discerne deux points communs dans ces projets singuliers, qui les distinguent des stratégies traditionnelles de conservation de la nature ou de la biodiversité. D'abord, les programmes de réensauvagement misent sur un retrait et une déprise de la majorité des activités humaines, là où beaucoup de projets de conservation impliquent une régulation, une surveillance ou des interventions humaines régulières.

Ensuite, ces programmes ont pour ambition une dynamique – la libre évolution des individus et des espèces non-humaines – et non pas un état écologique précis à atteindre ou à retrouver. On peut ainsi voir des partisans de ce mouvement se réjouir du réensauvagement de friches industrielles, de no man's land ou de quartiers résidentiels délaissés à l'instar, par exemple, de la journaliste américaine Cal Flyn dans son livre remarqué : *À l'abandon. Quand la nature reprend ses droits* (Paulsen, 2024).

Un remède à l'effondrement du vivant ?

Aux États-Unis, le parc de Yellowstone est considéré comme une référence pour beaucoup d'acteurs du réensauvagement. La chasse des derniers loups du parc, dans les

années 1930, avait considérablement déséquilibré l'écosystème avec notamment la prolifération de gros herbivores, dont les wapitis, et un surpâturage nuisible. À l'inverse, la réintroduction du loup dans les années 1990 a engendré des bénéfices en cascades. Leur retour a en effet limité le nombre de wapitis et les a contraints à fréquenter principalement les endroits abrités. De nombreuses espèces végétales puis animales ont alors fait leur retour, entre autres les saules, peupliers, lapins, belettes, faucons, renards, blaireaux mais aussi les castors. Or les castors sont une espèce dite ingénieuse de l'écosystème, dont les barrages modifient le lit et les méandres des rivières, ce qui a permis de créer là encore de nouveaux habitats. « *Le retour des loups a fait bouger les rivières* », se félicite le journaliste anglais George Monbiot, auteur de plusieurs livres et conférences sur le réensauvagement et qui définit même ce dernier comme « *faire naître une partie des plantes et des animaux disparus* ».

Cette vision imprègne aujourd'hui bon nombre de programmes de réensauvagement. En Europe, l'ONG Rewilding Europe a fait partie des premières à porter ce genre de projets dès la fin des années 2000. Elle a accompagné depuis des programmes visant à rétablir les dynamiques écologiques de territoires s'étalant sur plusieurs milliers d'hectares, avec le plus souvent des espèces clés comme moteurs de la restauration de fonctionnalités écologiques autant que comme symboles de réussite : les aurochs dans le delta du Danube, les vautours dans les Balkans, les chevaux sauvages à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne... Ce souhait de faire proliférer à nouveau de grands animaux a pu prendre des formes spectaculaires, certains acteurs cherchant même à restaurer la mégafaune du Pléistocène, dans un mouvement visant à retrouver des dynamiques perdues depuis l'arrivée de l'agriculture, voire la sédentarisation d'une majorité de groupes humains.

En Sibérie, Sergueï Zimov, scientifique russe, et son fils ont ainsi depuis 1988 tenté de réintroduire un grand nombre d'herbivores (des bœufs musqués, des rennes, des yacks ou des élans) sur un territoire désormais appelé Pleistocene Park. Ils sont en effet convaincus que la présence et le piétinement de ces lourds animaux pourraient avoir des impacts

bénéfiques sur la biodiversité et même sur le climat, en évitant la fonte du pergélisol et la libération de méthane contenu dans le sous-sol.

Un concept marqué par les controverses

Si le but est noble, ces initiatives s'appuient davantage sur des intuitions et une démarche expérimentale que sur une recherche scientifique en bonne et due forme. À tel point que ce genre de projets a pu engendrer des controverses, certains chercheurs et chercheuses dénonçant leur coût important ou craignant la naissance de véritables « *écosystèmes-Frankenstein* ». Aux Pays-Bas, la réserve d'Oostvaardersplassen fait même office d'épouvantail pour les détracteurs du réensauvagement depuis que sur ce terrain clos de 6 000 hectares, plusieurs milliers d'herbivores sont morts de faim à la suite d'un hiver 2017-2018 particulièrement rude. Autre crainte : la libre évolution risque-t-elle de favoriser l'installation d'espèces dites invasives ? Si certains auteurs, comme le journaliste Fred Pearce (auteur de l'essai *The New Wild. Why Invasive Species Will Be Nature's Salvation*, Beacon Press, 2016) invitent à accepter, voire à encourager cet état de fait, de nombreux acteurs de la conservation sont beaucoup plus circonspects et alertent sur les risques encourus dans certains territoires laissés en libre évolution. Enfin, beaucoup reprochent également aux penseurs du réensauvagement de vouloir mettre des écosystèmes, voire des régions entières sous cloche – le célèbre biologiste américain Edward Osborne Wilson a par exemple proposé de réserver la moitié de la planète au sauvage et à des zones naturelles protégées –, et en cela de placer l'humain en dehors de la nature. Ce qui reviendrait à renforcer le dualisme entre nature et culture, au moment même où une majorité des penseurs du vivants répondent à l'appel de l'anthropologue Philippe Descola et tentent plutôt de le dépasser. On ferait ainsi fausse route ou, pour reprendre la formule de l'historien américain de l'environnement William Cronon, on risquerait un retour vers une « *fausse nature* » (« *Getting Back to the Wrong Nature* »¹), « *une nature qui nous est étrangère* ». Ce faisant, estime l'historien, « *nous nous laissons peu d'espoir de découvrir à quoi pourrait réel-*

lement ressembler une place éthique, durable et honorable pour l'homme dans la nature ».

« Une vision autoritaire et verticale »

Philosophe de l'environnement et auteur de recherches sur les enjeux épistémologiques de sa préservation, Rémi Beau invite toutefois à tempérer ces critiques qui reposent selon lui parfois sur une certaine « *instrumentalisation d'idées reçues* » : « *En réalité, dans tous ces projets, les humains peuvent avoir une place. L'idée défendue est seulement de proscrire les usages incompatibles avec le réensauvagement, en particulier la plupart des usages extractifs.* » Le philosophe retourne même l'argument : « *Contrairement à bien d'autres espaces, les espaces réensauvagés restent ouverts (...) à la visite et à la randonnée par exemple. Le réensauvagement peut donc rendre accessible au plus grand nombre des espaces de nature sauvage qui sont encore trop rares.* »

Reste que, dans les faits, leur implantation n'est pas un long fleuve sauvage. Des auteurs et autrices ont dénoncé la vision selon eux trop autoritaire et verticale du réensauvagement du principal livre écrit à ce sujet en langue française : *L'Europe réensauvagée. Vers un nouveau monde*, de Gilbert Cochet et Béatrice Kremer-Cochet (Actes Sud, 2020). Dans une critique écoféministe de ce livre, la sociologue Benedikte Zitouni estimait entre autres qu'il fallait davantage réfléchir aux conséquences sociales et démocratiques des projets de réensauvagement : « *Aucun lieu n'échappe aux rapports de force et certainement pas les espaces naturels libérés de l'homme. Les riverain-es restent présent-es aux alentours de ces espaces et iels s'inquiètent, se soucient et se préoccupent de ce qui s'y passe. Se sachant parties prenantes de la situation (iels le sont de fait, qu'iels le veulent ou non), la contemplation ne leur sied que très rarement.* » L'association ASPAS (Association pour la protection des animaux sauvages) a pu expérimenter ces difficultés en 2019, quand l'un de ses projets d'acquisition de terrain dans la Drôme en vue de l'installation d'une « réserve de vie sauvage » a dû être abandonné. La Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), organisme sous tutelle du ministère de l'Agriculture, avait en effet décidé – malgré le soutien

adressé à l'ASPAS par certains élus locaux, structures associatives et une pétition signée par plus de 50 000 personnes – d'acheter les terres afin d'y permettre l'émergence d'un projet différent. L'épisode est révélateur du fort besoin de concertation autour des projets de réensauvagement. Un symbole à ce titre : les nouveaux étendards du réensauvagement sont justement des projets qui œuvrent à la cohabitation, voire à la diplomatie – pour reprendre les termes du philosophe Baptiste Morizot – entre humains et non-humains. Avec un enjeu majeur : faire converger l'agroécologie et le réensauvagement. En Angleterre, l'un des personnages les plus connus de ce mouvement est aussi un agriculteur, Derek Gow, qui a réintroduit des cigognes, des castors et même des lynx sur les terres du Devon. L'association Fermes payannes et sauvages, née dans la Drôme, entend par exemple prendre pour postulat que « *le sauvage n'est pas ce qu'il faut repousser à l'extérieur de l'exploitation et qui est nuisible à l'égard de la ferme : c'est le bouquet de dynamiques et de forces qui abrite la ferme, et la rend fonctionnelle et vivante* ». À leurs yeux, accueillir le sauvage à la ferme tient carrément du bon sens paysan. En France, l'INRAE publiait en octobre dernier des travaux vantant l'opportunité de pratiquer le « *réensauvagement agricole* » dans les élevages. Leur conclusion : il peut « *permettre aux systèmes d'élevage herbivore de réduire davantage leurs impacts, de restaurer la biodiversité et de fournir plus de services écosystémiques* ». Le réensauvagement semble ainsi prendre de nouveaux chemins, mêlant davantage l'ensemble des vivants, non-humains comme humains, tout en cherchant à développer des pratiques agricoles favorables au respect de la biodiversité locale. D'ici demain, peut-être verrons-nous émerger des environnements où cohabitent des vestiges d'activités humaines avec des pratiques agricoles actuelles et des éléments nouvellement et naturellement formés ; des environnements accueillant mares et nichoirs comme vergers et champs, en friche ou encore exploités. •

1. William Cronon, “The Trouble with Wilderness; or, Getting Back to the Wrong Nature”, extrait de *Uncommon Ground: Toward Reinventing Nature*, W. W. Norton & Company, Inc., 1995.